

Intervention de Jean Lesage à la commission fédérale du PS du Nord sur le développement économique .

26 janvier 2010

« Si le loisir n'a pas de valeur comptable parce qu'il est essentiellement rempli par des activités non marchandes comme le sport ou la culture , cela signifie que l'on met le critère du productivisme au dessus de celui de l'épanouissement humain à rebours des valeurs humanistes dont nous nous réclamons. Qui peut penser que ce sera sans conséquences? »

Derrière la religion du chiffre, derrière tout l'édifice de nos représentations statistiques et comptables, il y a aussi la religion du marché qui a toujours raison. Il y a cette idée que le marché peut résoudre tous les problèmes, donner le vrai prix à chaque chose.

Si le marché avait la bonne réponse à tout, cela se saurait, s'il ne se trompait jamais cela se verrait.

Il y a des marchés incomplets, il y a des marchés imparfaits. Le marché n'est porteur ni de sens , ni de responsabilité, ni de projet, ni de vision.

Les marchés financiers encore moins.

On ne sait pas la valeur d'un actif, parce que le marché donne un prix toutes les secondes. C'est même tout le contraire.

Il faut que la loi de l'offre et de la demande puisse s'exprimer.

Elle nous donne des indications précieuses. Mais on ne construit pas un projet de civilisation uniquement à partir du marché. Un projet de civilisation, c'est une volonté collective, un effort collectif inscrits dans la durée. Ce n'est pas que le fruit de la confrontation instantanée de l'offre et de la demande. Nous ne résoudrons pas le problème du réchauffement climatique simplement en laissant s'instaurer l'équilibre sur le marché du carbone, pas plus que nous n'avons réussi à maîtriser les risques économiques et financiers en laissant s'instaurer l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés des risques.

Nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur les données que nous fournit le marché. A force de faire comme si toute la vérité était dans le marché , on finit par le croire. Mais si c'était vrai , nous n'en serions pas où nous en sommes. On fait dire aux marchés, comme à la statistique, ce qu'ils ne peuvent dire; Ma conviction est que désormais cela ne sera plus possible. »

Pourquoi cet extrait est intéressant pour introduire mon propos?

1 – Il est écrit par un politique et non par un économiste. Il nous présente en quelque sorte le cahier des charges qu'adresse un politique à des économistes. Il leur dit : « Voilà ce que je crois et ce que je veux. A vous maintenant de décliner en propositions économiques mon projet de civilisation »

Cette démarche est intéressante parce qu'elle replace l'économie là où elle aurait toujours dû rester. Une science au service d'un projet de société lui même au service de l'Homme. Or force est de reconnaître que les choses se sont largement inversées et qu'aujourd'hui on ne sait plus qui est au service de qui.

2- Autre intérêt de ce texte: l'auteur part du postulat que le développement économique ne va pas forcément de paire avec le développement humain. Autrement dit, il n'attend pas tout de la sphère marchande pour améliorer le bien-être.

Il dénonce la réduction du champ politique à celui de l'économie.

Ce texte est extrait de la préface du livre « Richesse des nations et bien être des individus » qui présente les conclusions de la commission Stiglitz . Il est donc en complète cohérence avec le contenu du livre. ... Sauf que sa préface est rédigée par Nicolas Sarkozy.

Certains diront « Mais quel culot ! » D'autres diront « Mais quel génie! » Pour ma part je dirais « Mais quel gâchis ! ». Car ces mots auraient résonné plus justes sous la plume d'un homme ou d'une femme de Gauche. Or plusieurs occasions nous ont été offertes ces dernières années pour que la Gauche se les approprie: le rapport Viveret « Reconsidérer la richesse » remis en 2000 au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire du gouvernement Jospin, Guy Hascoët dressait déjà des propositions politiques très précises qui tiraient des conséquences du décrochage entre développement économique et développement humain. Lors des trois derniers congrès du PS, Dijon , Le Mans, Reims une musique (trop discrète? ou trop étouffée?) a joué cette mélodie sous l'orchestration de la motion Utopia qui n'a jamais recueilli plus de 2% des suffrages...

Plus récemment la poussée des écologistes sur la scène politique ces 5 dernières années, très remarquée lors des dernières européennes, aurait dû convaincre le PS qu'il

était temps de démontrer notre volonté de sortir de l'économisme.

Cette préface révèle juste que s'il n'est pas trop tard, il est plus que temps de rappeler que la Gauche a toujours fait primer le développement humain, considérant le développement économique comme un moyen... parmi d'autres. Au risque sinon, que ce principe nous soit spolié définitivement par la Droite et qu'elle nous oblige à apparaître encore une fois comme les suivistes, incapables d'imposer nos thématiques dans le débat politique.

Puisqu'on ne peut en aucun cas minimiser les idées énoncées dans cette préface il nous faut aller plus loin pour nous démarquer. Aller jusqu'où la droite ne pourra jamais nous suivre. Cette spoliation plutôt que nous faire reculer doit nous convaincre d'aller plus loin.

Quel est ce terrain que la droite ne pourra jamais pratiquer ?

Nous nous démarquerons définitivement d'elle lorsque nous affirmerons notre volonté de sortir à terme du capitalisme, pour offrir un nouveau modèle de développement fondé sur la coopération active, et plaçant l'Homme et son environnement au centre de toutes les préoccupations.

Cette tentative de rapt par la droite est aussi pour nous une formidable occasion d'interroger l'actualité des utopies du 19ème siècle, en grande partie fondatrices du socialisme, mais qui accordaient au travail la place centrale et quasi monopolistique de l'épanouissement individuel et collectif.

Car, si la critique de l'économisme s'impose, c'est parce que les outils classiques utilisés pour les sorties de crises ne sont plus adaptés. Cette inadaptation s'explique par la complexification de la situation de crise qui est sociale et environnementale.

Et à ce jour, on peut énoncer trois pistes de sortie de crises qui tentent de relever ce nouveau défi qui nous oblige à gérer 2 crises de manière conjointe. Elles font appel à une pensée complexe que nous maîtrisons à peine puisque notre système universitaire ne nous y prépare pas efficacement¹.

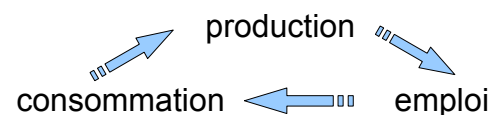
Ces pistes peuvent donc apparaître bien

¹ « ...tandis que les médias créent la basse crétinisation, l'université crée elle la haute crétinisation » Edgar Morin dans **Introduction à la pensée complexe**.

insuffisantes mais elles ont, reconnaissons-le, le mérite d'éclaircir les horizons.

Première piste de sortie :

On mise sur l'innovation technologique pour continuer à produire dans les mêmes quantités (voir plus afin de répondre aux objectifs de croissance) mais « proprement »; on opère un glissement vers l'économie verte qui a « l'avantage » de ne pas remettre en cause le schéma qui caractérise notre système qui n'est autre que la triptyque



Cette voie, remarquons-le, va dans la direction complètement inverse de ce qui est écrit, ci-dessus par notre président et pourtant c'est celle que la droite a choisie et qu'elle a baptisée « l'écologie populaire ». Il est effectivement devenu politiquement incorrect de parler aujourd'hui de capitalisme vert.

Mais ne nous y trompons pas, c'est bien de cela dont il s'agit. En effet, en sauvegardant ce système, fondé sur la production de toujours plus de biens et de services, la droite permettrait au capitalisme de se garantir un avenir. Cette voie permet en effet d'imaginer une augmentation du volume de production tout en respectant l'environnement (ce pari est audacieux) celle ci serait écologiquement acceptable. Cette augmentation du volume de production compense la hausse de la productivité. Elle limite donc la casse sociale. Mais elle présente l'énorme inconvénient de maintenir ou développer ce que Paul Ariès appelle la « Junk Production » (l'armement par exemple mais aussi toutes les productions d'objets rendus indispensables par la magie de la publicité).

Parallèlement, elle élargit la sphère marchande afin de faire entrer dans le champ de l'économie des pans entiers de la vie sociale. On fait par exemple l'éloge de ces nouveaux emplois de proximité nécessaires pour certains mais, qui sont pour d'autres des petits boulots qui traduisent parfois un retour à la servitude d'une classe par une autre.

Or, il est important face à ces nouveaux

gisements d'emplois de prendre un peu de recul afin de mesurer l'impact qu'ils peuvent avoir sur le développement humain. Plusieurs activités de services ont quitté la sphère de la gratuité (le bénévolat) pour entrer dans la sphère marchande. Ce passage a permis la professionnalisation et l'accès à ces services à un plus grand nombre. Compter sur la solidarité et la vertu de quelques uns ne pouvait suffire.

Mais, reconnaissons pour autant qu'une institutionnalisation généralisée des activités de services présente le risque, à terme de générer un mouvement de déresponsabilisation des individus².

Pour élaborer notre modèle de développement économique au service du développement humain nous devons donc intégrer cette question: **A trop institutionnaliser des solidarités ne risque t-on ne de participer aussi à une sorte de mouvement de déresponsabilisation déjà bien entamé par ailleurs ?**

Cette piste ne peut donc pas, pour toutes ces raisons, nous contenter. Il nous faut donc nous tourner vers d'autres.

deuxième piste de sortie:

Autre scénario possible pour régler la crise écologique et sociale: on produit mieux (plus proprement) avec plus de main d'oeuvre. Les tenants de cette voie s'appuient, entre autre sur l'exemple de l'agriculture. Démontrant que l'agriculture biologique exige beaucoup plus de main d'oeuvre que la production agricole intensive. En réduisant l'impact de la technologie dans le champ de la production on fait d'une pierre deux coups: On produit « proprement » et on crée de l'emploi. Formule simple et imparable. Les partisans de ce modèle affirment qu'il est largement adapté aux autres sphères de la production.

Ce scénario qui tient la route économiquement et écologiquement, ne crée pourtant pas l'engouement populaire suffisant, pour qu'un parti de gouvernement se l'approprie. On peut regretter cette frilosité des politiques. On peut aussi se demander pourquoi ce scénario ne convint qu'à la marge.

On voit apparaître dans le paysage économique de nouvelles formes de consommation/production tout à fait innovantes qui préfigurent ce que pourrait être notre nouveau modèle de développement économique. Les AMAP, les coopératives à leur niveau sont le contre exemple d'une société organisée sur le modèle capitaliste. Il est donc légitime de vouloir favoriser leur développement. D'autant qu'elles peuvent être source d'épanouissement si ceux qui les exercent les ont choisies. Le métier de maraîcher est un métier très dur qui réduit en grande partie la vie de celui qui l'exerce à son activité professionnelle. Pour autant même si dans ce cas, l'autonomie face au travail régresse au lieu de progresser, on peut facilement admettre qu'il contente celui qui l'a choisi.

Mais une même activité n'est pas vécue de la même manière selon qu'elle a été choisie ou qu'elle est subie³. Or, la généralisation de ce modèle de production obligerait à faire appel à une main d'oeuvre qui considérerait ces activités comme pénibles et non épanouissantes;

Là encore, faisons appel à la pensée globale

2 En 2003 lors de la canicule certaines personnes âgées ont été insuffisamment hydratées aussi parce que leur voisin de palier pensaient que des services se chargeraient d'y veiller.

3 Ceux qui ont été étudiants pauvres peuvent faire appeller à leurs souvenirs. J'ai moi même un été exercé le métier de maraîcher dans une ferme afin de pouvoir payer mes loisirs durant mes études. J'ai très vite ressenti l'effet bénéfique de cette expérience sur...mes motivations à poursuivre mes études l'année suivante. Comme si à chaque fin de rangs de pomme de terre je me disais « plus jamais ça! ».

qui nous permet d'adopter un point de vue qui nous sorte d'une vision purement économique. Pour cela, l'analyse du philosophe André Gorz paraît opportune. Il se méfiait des tenants d'une écologie qu'il qualifiait de « radicale ». Selon lui, bannir les techniques industrielles et maintenir la division du travail constitue une formidable régression puisque le travail contraint y augmenterait⁴.

Il n'est pas aisé après 30 ans de chômage structurel de rappeler cette différence entre travail choisi et travail subi. Le risque d'être ringardisé, voir même d'être considéré comme indécent, est grand, tellement le manque d'emploi crée le désir d'emploi... quel qu'il soit. Mais il y a fort à parier qu'en situation de plein emploi la revendication à s'émanciper du travail contraint se développerait.

Il nous convient donc de ne pas nous contenter de cette voie mais d'offrir une autre perspective peut-être plus lointaine mais certainement plus fidèle à nos principes.

Et pour nous convaincre qu'elle est celle que doit emprunter le parti socialiste et la gauche dans son ensemble, **il faut admettre qu'en fait, à ces deux crises écologique et sociale s'en ajoute une troisième démocratique, celle-là.**

Benjamin Barber nous explique comment le capitalisme nous infantilise⁵. On ne peut, nous dit-il, glorifier la consommation, la superficialité et la dépense inutile sans en assumer les conséquences. En incitant ces comportements on transforme les citoyens en grands enfants insatiables. Cette infantilisation nous éloigne de l'individu responsable capable de faire des choix et donc de renoncer à ses non choix. Or c'est de cet homme dont on a besoin pour faire avancer la démocratie. Par conséquent, lorsque cet homme ne se révèle pas, la démocratie recule.

Il nous faut donc bien percevoir le risque démocratique qu'engendre cette valorisation de l'acte de consommation qui se doit, aujourd'hui, d'être le plus impulsif possible, tout en reconnaissant que le PS a participé, lui, aussi d'une certaine manière à cette valorisation dans la mesure où il n'a jamais dénoncé haut et fort cette société de consommation. En d'autres termes l'argument écologique utilisé pour justifier de la nécessité d'une sobriété dans le domaine de la consommation ne doit pas être

le seul évoqué. Car si par magie la technologie permettait une production propre, cette sobriété n'aurait plus à être invoquée. Or les arguments de Barber et de bien d'autres nous obligent à admettre qu'au nom de la démocratie cette sobriété est aussi une nécessité.

Aujourd'hui, nous devons nous féliciter que les choses évoluent plutôt dans le bon sens. Lors de son tour de France Martine Aubry a insisté sur le fait que nous ne pouvions par exemple nous résoudre à offrir aux français comme seule perspective d'épanouissement la possibilité d'aller dans les magasins le dimanche,

Cela étant dit, il nous faut expliciter quelles pourraient être les pistes d'émancipation qui nous permettraient de dépasser non plus les 2 mais les 3 crises.

Troisième piste:

Pour répondre aux défis écologiques, sociaux et démocratiques, crise par conséquent globale il nous faut une réponse tout aussi globale. Impossible, par conséquent, de n'adopter qu'un seul point de vue. **Il nous faut forcément faire conjointement appel aux champs économique, anthropologique, sociologique, philosophique, éthique... pour dessiner les contours d'une société durable, qui libère l'homme et le responsabilise tout en lui offrant des perspectives d'élévation de son bien être.**

Pour cela nous ne pouvons contenir l'homme dans la sphère marchande. Nos vies ne peuvent se résumer à cela. En réduisant la politique à l'économique on a réduit la question du vivre ensemble à la sphère marchande.

Aujourd'hui, notre défi consiste à investir autant la sphère marchande que la sphère non marchande de notre société.

Et pour cela, la hausse constante de la productivité, plutôt que d'être perçue comme une menace, doit être considérée comme une formidable occasion pour la politique d'élargir son champ d'investigation.

« Une société qui fait tout pour économiser du travail ne peut pas en même temps glorifier le travail comme source essentielle de l'identité et de l'épanouissement⁶ ».

Faire appel aux travaux des philosophes du

4 André Gorz: **Capitalisme, socialisme et écologie**

5 Benjamin Barber: **Comment la capitalisme nous infantilise**

6 André Gorz: **Métamorphose du travail**

20ème siècle qui ont analysé les origines des sociétés totalitaires, peut maintenant nous permettre de tirer des conséquences sur ce que l'homme doit individuellement développer pour s'assurer un avenir collectivement durable et paisible et éviter les drames dont l'Histoire a tant de mal à se remettre.

Les travaux d'Annah Arendt⁷, par exemple, avec un peu d'effort, devraient pouvoir être déclinés en propositions politiques. Selon elle, et pour faire court, l'homme qui pourra organiser cette société durable et paisible est celui qui est en capacité d'exercer un jugement, et de se forger une opinion. Il est donc hors de question de se contenter du producteur consommateur. La société doit s'organiser de telle sorte que l'activité humaine ne soit pas réduite au travail et à son corollaire la consommation. Toujours selon A Arendt, « L'oeuvre »⁸ et « l'action (politique) » devraient pouvoir être exercées par tous.

En ce sens, la hausse de la productivité, conséquence du développement de la technologie, nous offre la possibilité de réduire le temps de travail et permet de dégager des plages de temps pour les 2 autres types d'activités. **Et c'est en cela que cette voie reste à ce jour inexplorée. La suivre c'est admettre que la réduction du temps de travail que permet la technologie n'augmente pas proportionnellement le temps libre.**

La sphère publique non marchande devra s'organiser de manière à ce que l'individu se voit dans l'obligation de prendre part à des activités civiques qui développent une société durable et paisible⁹. Dans un premier temps, le combat sera donc lexical. Le terme d'« activité » doit s'imposer face à celui de « travail ». ce premier ayant le mérite d'envelopper toute une série d'actions qui aujourd'hui ne sont pas reconnues et qui pourtant apportent autant, si ce n'est plus, de

richesses que les biens et les services produits dans la sphère marchande. Cette voie structure la société de manière à ce que chacun prenne part à ces activités. Elle élargit le champ de la Politique et la définition de la Richesse.

Il serait maintenant nécessaire d'identifier ces diverses activités. Pour autant, au risque de paraître superficiel, mon propos s'en tiendra là et doit être considéré comme une invitation.

Parce qu'être membre d'un parti de gouvernement exige de faire des propositions réalistes et électoralement acceptables. On ne peut donc se contenter d'édifier un projet de société.

Après s'être mis d'accord sur la destination, il conviendra de décliner la direction pour à prendre pour y arriver¹⁰. Autre défi, celui là, qui fera forcément appel au pragmatisme. Ce mot qui fait tant peur à nos partenaires de gauche et parfois à juste titre lorsqu'il a servi d'alibi à notre immobilisme¹¹.

Ceci étant dit, il nous faut dépasser ces querelles, reconnaître nos insuffisances mutuelles et aller de l'avant pour nous mettre d'accord sur les modalités de mise en oeuvre. Nos propositions doivent donc s'échelonner sur les court moyen et long termes, et doivent mettre en émulation tous les champs de la vie démocratique sociale et économique.

De toute évidence cette clarification quant aux activités qui devraient faire leur entrée dans le champ de « l'imposition » doivent être listées démocratiquement. Un débat public, bien plus noble, celui-là, que celui sur l'identité nationale, peut être l'une des premières étapes qui définirait l'ensemble des activités créatrices de richesse et nécessaires à la société.

7 *"C'est l'avènement de l'automatisation qui, en quelques décennies, probablement videra les usines et libèrera l'humanité de son fardeau le plus ancien et le plus naturel, le fardeau du travail, l'asservissement à la nécessité [...] C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail, et cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté. » A. Arendt : **La condition de l'Homme moderne***

8 Pour bien comprendre la différence entre « travail » et « oeuvre » voir l'article de Denis Collin : <http://pagesperso-orange.fr/denis.collin/Arendt.htm>

9 Cette organisation n'est pas ici développée. Cela pourrait être une des missions du laboratoire des idées du PS.

10 Dans la discussion qui a suivi cet exposé, plusieurs pistes ont déjà été évoquées (voir page suivante)

11 J'invite nos partenaires de gauche qui ont la charge de la gestion d'une commune à pratiquer parfois des petites séances d'introspection afin d'admettre qu'eux mêmes exercent à leur échelle ce pragmatisme; Lorsqu'une municipalité communiste renonce aux services municipaux de cantine et de nettoyage pour faire appel à une société privée. Lorsqu'une autre, ou la même, renonce à garantir la gratuité de l'école en faisant contribuer les familles au coût de la piscine dans le cadre scolaire,...

Le PS dans le cadre de sa réflexion sur le développement économique doit donc poursuivre mais aussi explorer cette nouvelle piste. Elargir sa vision du développement. Adopter un point de vue qui mette le travail au même niveau que toutes les autres activités créatrices de richesse...Et bien sûr inciter les autres composantes de la Gauche à nous suivre, tout en reconnaissant que sur certains points, d'autres ont eu raison avant nous.

Je vous remercie...

Compte rendu du débat

Le soir de la présentation de cette contribution plusieurs pistes ont été évoquées; Plutôt que de les hiérarchiser, notre pensée complexe (puisqu'elle fait maintenant partie de notre corpus cognitif!) doit nous permettre de les explorer conjointement sans en prioriser l'une plus que l'autre. Cette démarche globale, certes plus exigeante, évitera des contradictions.

1 - Il nous faut revenir au plein emploi; car aussi paradoxal que cela puisse paraître, la perspective d'une société émancipée du travail contraint ne peut devenir une perspective partagée par la majorité, que dans une société de plein emploi. En cela le scénario post-croissance que nous propose entre autre, Jean Gadrey mérite toute notre attention. Même si à mes yeux, il est une condition nécessaire mais pas suffisante.

2- Conjointement à ce retour au plein emploi le contenu de l'éducation doit insister sur la formation de futur citoyen, tout autant que celle du futur producteur. Il faut préparer les futures générations à la pratique de la démocratie. L'école doit devenir le lieu où se forgera l'évidence que l'activité humaine ne peut être réduite au travail, de telle sorte que l'activité citoyenne ne soit plus perçue uniquement comme un supplément d'âme.

3- L'économie sociale devient un acteur essentiel du développement économique. Ce modèle de développement économique doit donc être largement mis en avant.

4-Le revenu maximum autorisé qui a le mérite d'être une revendication facilement identifiable

doit être un moyen de financement. Ce dernier s'opérant grâce au principe d'une fiscalité confiscatoire sur les hauts revenus.

5- le rôle des banques ne doit pas être négligé et doit forcément être réétudié pour que à la manière du Crédit coopératif, elles ne prêtent pas qu'aux riches et offrent à tous la liberté de structurer un capital.

6 - La réorganisation de la sphère marchande doit permettre d'y introduire de la démocratie plus ou moins étendue selon les produits réalisés. Ce soir-là, en plein conflit aux raffineries des Flandres, il était légitime de s'interroger sur les moyens à mettre en oeuvre pour que l'ensemble des citoyens d'un territoire prenne part aux décisions concernant son devenir économique.

A suivre...